

## 7 Philosophie de l'ajustement structurel, la part de l'idéologie

*Nkolo Foé*

### **Introduction**

Sur l'ajustement structurel, je ne dirai rien ici qui n'ait déjà été dit, analysé, discuté. Car, il est difficile d'ignorer la ligne exemplaire tracée depuis bientôt 50 ans par S. Amin, dont la justesse des vues n'a cessé de se confirmer au fil du temps, ni les analyses sagaces et la fermeté des convictions d'Amina D. Traoré. Pratique économique et sociale, l'ajustement s'efforce de réaliser dans l'histoire, la vision néolibérale du monde. C'est cette vision que j'examine dans ce propos. Les idéologies ont la prétention de refléter les lois de la nature et de l'histoire. Habituellement, c'est la déformation même de ce reflet qui les pousse au dogmatisme. En l'occurrence la vision du monde que s'emploient à réaliser les PAS est d'autant plus dogmatique qu'elle est fautive. La fausseté de cette vision vient du fait que l'ajustement est incapable de remplir les objectifs minimaux que Rousseau (1992:112) assigne à toute association politique : « Le gouvernement sous lequel... les citoyens peuplent et multiplient davantage est infailliblement meilleur ; celui sous lequel un peuple diminue et dépérit est le pire ». Le néolibéralisme s'est délégitimé lui-même dès lors qu'il s'est attaqué à la multiplication de l'espèce, notamment dans le Tiers monde, en prétendant régler le problème de la pauvreté par le malthusianisme et en faisant de la réduction de la population dans les grands États d'Afrique et d'Asie un enjeu stratégique, ainsi que le voulait une étude du Conseil national de Sécurité des USA. Pour perpétuer l'hégémonie occidentale sur le monde et assurer un libre accès vers les minéraux stratégiques, il était recommandé de contenir et même de réduire la population de treize du Tiers monde, dont le Nigeria, l'Égypte et l'Éthiopie (cf. G. Grondin, p.11). C'est dans ce but qu'un congrès réuni aux USA en 1970 recommandait le versement des stérilisants dans l'eau des villes, en forçant la volonté des gouvernements des pays pauvres (cf. A. Sauvy, p.118). Voilà, résumés, les objectifs de

l'ajustement structurel. Le dogme devant désormais se mesurer aux faits les plus incontestables, il s'agit donc pour nous de confronter les ajusteurs à la sage injonction du Contrat social : « Calculateurs, c'est maintenant votre affaire ; composez, mesurez, comparez ». À cet exercice-là, rien n'indique que l'ajustement sorte victorieux. Mais que recouvre ce dogme ?

### **Le dogme ou la théorie du chaos**

Sur la tragédie de la Nouvelle-Orléans, J. Carroll a écrit (2005:36) : « La vérité sort de l'œil du cyclone ». Avec la force d'un puissant révélateur, Katrina permit de traduire l'image latente du capitalisme en image visible. C'est donc le chaos lui-même qui se dissimulait sous l'éclat altier de la toute-puissance.<sup>1</sup> Pour A. Wolfe (2005:37) « la situation à la Nouvelle-Orléans ressemble peut-être au chaos, mais elle n'est pas si différente de l'économie de marché, où chaque individu est responsable de ses choix ». Pour les familiers de S. Amin, un tel chaos n'a rien d'étrange. Mais dans le pays du capitalisme pur, il peut enfin avoir un visage. En Afrique, le chaos se confond avec le démantèlement des États, la privatisation du service public – y compris de la santé et de l'éducation. Ses symptômes ont pour noms : chômage massif, violence urbaine et rurale, prolifération des sectes, maladies létales, morts subites, épidémies de sorcellerie, économies du crime, émigration, fragmentation sociale et ethnique. Douala, Lagos ou Kinshasa sont la caricature de ce chaos : bidonvilles, lumpenprolétariat, rues défoncées, égouts à ciel ouvert... Les guerres civiles et la recomposition ethnique des États couronnent le capharnaüm, motifs légitimes des larmes de la madone, comme pour exorciser les malheurs du temps.<sup>2</sup>

Le chaos n'est pas le produit de quelque effet collatéral ; il se trouve au cœur même de la dogmatique néolibérale. Que l'on parle de la société civile, de la forme transnationale, des réseaux, de la gouvernabilité, du fédéralisme, du principe de subsidiarité, de « la formation des associations plus étroites de pays qui ont des affinités de civilisation et un standard de vie commun » (Hayek 1985:169), du choc des civilisations (Huntington), etc., la fragmentation apparaît comme l'horizon ultime de l'univers néolibéral. Quand E. S. Savas (2000:7) exalte la privatisation pour une « meilleure société », il souligne les avantages en matière de services publics, les opportunités de choix, la création d'un véritable sentiment communautaire qui pousse les individus à s'adresser « moins à de lointaines structures administratives, et plus à leur famille, leur quartier, leur église, leurs associations ethniques ou humanitaires ». Tel est le monde idéalisé par le postmodernisme. La société civile (société libérale idéale), est une addition de cellules consuméristes, unies dans la même aversion du « libéralisme pro-

gressiste », de la « Grande société » (D. Coats et R. Santorum in Dionne, p.115-120). La fragmentation sociale et culturelle de l'univers néocapitaliste doit refléter sur le plan symbolique, la variété des « options » que le marché propose aux individus comme aux groupes « culturels » de plus en plus étroits. Ces groupes « se côtoient et souvent s'ignorent ou se craignent les uns les autres » (Warnier 1999:99). Le chaos social et celui des guerres civiles reflètent la société libérale idéale, sans règles ni lois, sans État ni institutions fermes, mais en accord parfait avec la catallaxie. Les Balkans et l'Irak sont des formes caricaturales de reconstruction néolibérale de l'État, fragmenté, fédéraliste, avec la prédominance des allégeances ethniques, claniques, religieuses. Il s'agit à terme d'organiser des principautés consuméristes, néo-traditionalistes et patriarcales. Le saccage des sociétés par l'ajustement vise un objectif analogue. Voyons comment Hayek saisit la question (cf. bibliographie).

Ne reposant sur aucun lien objectif, cette société est un chaos de subjectivités autonomes. La subjectivité humaine constitue, pour Hayek, une barrière infranchissable qui isole les individus les uns des autres. Nul ne peut accéder aux sentiments, aux perceptions, aux pensées de l'autre, à moins de se mettre à sa place. Ceci veut dire que nul ne peut connaître autrui, qui est une subjectivité autonome, étrangère, et complètement fermée au savoir objectif, rationnel. De la même manière, personne ne peut avoir la prétention de connaître la société, cet immense chaos de subjectivités hétérogènes. Sauf à être un super planiste, aucun cerveau humain ne peut concentrer, à aucun moment de la dynamique sociale, l'ensemble des connaissances, des besoins, des désirs qui sont dispersés entre la multitude de subjectivités. Hayek répudie le rationalisme constructiviste qui caractérise les théories ayant pour finalité l'édification d'une société soumise aux lois de la planification rationnelle, économique ou sociale. La société néolibérale par excellence est irrationnelle et esthétisante ; elle est le produit d'actions humaines non intentionnelles. C'est ainsi qu'elle apparaît comme un processus d'auto-organisation inconscient dont la capacité est de générer des ordres extrêmement complexes et se perpétuant sans fin. Hayek rejette l'idée selon laquelle l'homme a été capable de produire de la culture parce qu'il était rationnel. L'homme apprend à faire ce qu'il fait sans comprendre pourquoi il le fait et pourquoi c'est cela qu'il fallait faire. Le libéral, prototype de l'être humain, suit davantage la coutume et son instinct, sans jamais chercher à les comprendre ou à les expliquer.

Appliquons cette règle au marché. Grâce à la division du travail, des agents anonymes entrent en relations réciproques. Les « lois » qui régissent ces relations sont essentiellement générales, abstraites, mais surtout spontanées. C'est là le fondement de la catallaxie. Emprunté au grec, *cattalagê* veut dire échange,

réconciliation. La callaxie signifie donc un ordre engendré par l'ajustement spontané des différentes économies individuelles sur un marché. Et le marché lui-même constitue la forme la plus achevée de l'ordre social spontané. Rappelons que cet ordre n'est pas le résultat d'une création consciente, intentionnelle, rationnelle. Le marché qui est un processus impersonnel, ouvert, en rééquilibrage permanent, a seul la capacité d'auto-réguler de façon spontanée la multitude des savoirs individuels et hétérogènes des sujets finis. Les limites essentielles de l'individu et de la raison humaine imposent à l'homme de se contenter d'interpréter les différents signaux (les prix) émis par le marché et d'adapter sa conduite en conséquence. La concurrence sur le marché permet une meilleure utilisation de la connaissance des talents humains. De tout ceci, il découle qu'aucune société, aucun État ne doit avoir de compétence en matière économique et sociale. En suivant leurs intérêts propres et en obéissant à leurs penchants naturels, les individus sont mieux éclairés sur les buts à atteindre qu'aucun État ou qu'aucune collectivité.

Les forces dévastatrices de la Louisiane révèlent cruellement la catallaxie telle qu'en elle-même. Le gouvernement affirma que les sinistrés avaient refusé de partir. Mieux éclairés que quiconque sur les buts à atteindre, ils agirent conformément à leurs propres intérêts. Le chaos qui en résulta pouvait choquer, mais la conduite des victimes était rationnelle, tout comme celle de l'État incompetent et impuissant qui n'agit que pour reconstruire. La reconstruction ne constitue ni une exigence morale ni un impératif de justice sociale, mais simplement, un enjeu vénal, bref, une occasion de faire des profits. L'incertitude et le risque sont constitutifs d'un monde où rien n'est donné et où le succès et l'échec dépendent autant du courage que du sort. C'est le pragmatisme qui a ramené à la lumière les vieux thèmes de la tragédie antique où la vie constitue simplement un ensemble d'événements fastes ou néfastes, heureux ou malheureux. Le héros tragique accepte le destin, en affrontant les circonstances, peu importe l'issue de la lutte. Les économistes organiques de l'ère Reagan, pour qui le capitalisme était en accord parfait avec « l'ordre sous-jacent et transcendant de l'univers », dissertèrent abondamment sur ce thème (cf. G. Gilder 1981).

Le tychisme est la philosophie par excellence des « robustes », seuls capables d'affronter courageusement le destin. D'après W. James (1968), seuls les « délicats » et les « faibles » ont besoin d'un Dieu, d'une idée ou d'un principe philosophique immuable qui leur serviraient de supports. Les « durs » eux, au contraire, affrontent avec courage, le « tohu-bohu des faits sensibles de la nature » et le monde dangereux et magique de l'aventure, de l'imprévisible. Le tychisme reflète l'état d'esprit d'un monde viril, marqué par l'âpreté de la compétition et la dureté des rapports humains. Cette conception est conforme à la vision d'un

monde ouvert, où le risque est accepté et où par conséquent, l'État, sa raison et son plan sont appelés à s'éclipser. Les pragmatistes considèrent avec sympathie le foisonnement des valeurs de la société civile : anarchisme, nihilisme, amour libre, etc. L'essentiel est que l'équilibre du système soit sauvegardé.

Affirmer que les agents sont mieux éclairés sur les buts à atteindre permet également d'expliquer n'importe quelle conduite humaine, y compris les activités illicites, criminelles. À l'égal des autres, celles-ci sont considérées comme « le fruit d'un calcul rationnel, dans le cadre duquel des bénéfiques, sans doute élevés à court terme, sont comparés à des coûts, en terme de danger de se faire prendre et condamner » (Beaud et Dostaler, in E. Toussaint 1998:242). Les guerres de prédation, l'invasion des nations étrangères, etc., sont le reflet du marché à l'état brut. Il s'agit d'un monde livré au hasard et bâti sur la concurrence, la violence et la prédation. C'est ce monde idéalisé par le pragmatisme et le postmodernisme que se chargent de réaliser au forceps les politiques d'ajustement structurel.

Une conclusion provisoire s'impose. L'ajustement n'est pas seulement une politique économique et sociale ; c'est une vision globale du monde. Chaotique, fragmentée, cette vision ramène à la surface la vieille opposition grecque entre le chaos et le cosmos. Le cosmos, c'est le monde organisé par excellence. Ce monde rationnel, intelligible et domesticable par l'homme. À l'opposé, le chaos est livré au hasard ; c'est un monde sans loi, voué à la dispersion. Nietzsche, représentant des grands intérêts de son temps, sut rendre compte de ce monde absurde. Le tournant qu'il représente avec Heidegger signifie le renoncement de la bourgeoisie à la place qui était la sienne à la tête du progrès social ; que désormais, elle s'attelle à défendre ses seuls intérêts de classe, en s'opposant par la violence aux autres classes de la société et aux autres peuples du monde. Prédominant dans son idéologie, l'irrationalisme vise deux objectifs majeurs : 1. La consommation : Par l'exaltation des formes spontanées de la conscience humaine et la destitution du sujet cohérent, critique et éclairé, il s'agit de livrer l'individu brut (avec ses désirs, ses instincts, ses passions), aux forces du marché. L'objectif est d'en faire un consommateur docile face aux sollicitations de la publicité. Tel est le parfait sujet postmoderne, flexible, sans attaches ni racines, sans histoire collective ni véritable trajectoire personnelle. Arborant une identité d'emprunt, il est à l'image du fantasme Michael Jackson, incarnation par excellence du rêve américain, selon R. Reagan. 2. La guerre permanente : elle correspond aux nouvelles tâches agressives de l'impérialisme dans le monde. L'appel à l'irrationalisme vise à barbariser les instincts, à les rendre plus agressifs, plus virils dans la perspective des luttes à mort que la bourgeoisie mène contre ses adversaires de classe et de race. Le choc des civilisations, idéologie néo-raciste, justifie les iné-

galités dans le monde et légitime l'agression contre les puissances rivales ou hostiles à l'ordre néolibéral. L'ajustement structurel réalise chaque jour davantage, le monde irrationnel et inégalitaire pensé par James, Nietzsche, Heidegger, Popper, Hayek et Huntington. Le parcours professionnel de ces trois derniers idéologues est intéressant. Popper et Hayek étaient des membres actifs de la société du Mont-Pèlerin, lobby de philosophes et d'économistes de droite parmi les plus réactionnaires. Idéologue de la Commission Trilatérale, S. Huntington fut aussi l'adjoint de Z. Brzezinski pour la Sécurité nationale des USA. Aucun de ces idéologues n'est favorable à la participation populaire, à l'égalité, à l'indépendance et au progrès des petites nations, à la justice sociale.

### **La tonitruante séquelle postcoloniale : la nostalgie de l'accumulation primitive**

Reflet idéologique de l'ordre néolibéral, le postmodernisme a massivement diffusé ces vues parmi l'élite universitaire du Tiers Monde. Recrutée dans les rangs des bandes apatrides et désorientées, l'élite dite postcoloniale s'est délibérément mise au service de l'ajustement qu'elle justifie théoriquement. En agitant nerveusement les slogans postmodernes tel un hochet, un auteur comme A. Mbembe croit avoir découvert l'Amérique. Plutôt que de s'attaquer courageusement aux questions de fond de la dépendance et de la rente impérialiste, de l'inégalité et de la violence du nouvel ordre mondial, il s'étourdit à force de répéter des poncifs: éclatement des sciences sociales, recul du modèle newtonien, discrédit des grandes utopies de l'époque moderne, multiplicité des mondes et des formes de vie, cosmopolitisme, sortie du ghetto, etc., lorsqu'il ne s'encanaille pas avec des fantasmes sexuels ou homosexuels (autre don immonde – avec les mouvements ésotériques – de l'ajustement à la bourgeoisie compradore). Ennemi de l'engagement, Mbembe sort cependant de sa réserve chaque fois qu'il est question de défendre les lois iniques de l'accumulation primitive. L'Afrique, écrit-il, ne peut relever le défi de la compétitivité « sans l'accroissement des régimes de productivité, c'est-à-dire en définitive, sans que soient mises en place des façons intensives de construire l'inégalité et d'organiser l'exclusion sociale » (Mbembe, 2000:92-93). De la même manière, «le passage à la démocratie dépendra de la façon dont sera historiquement tranché (et en faveur de quelles forces sociales) le débat sur le point de savoir si l'exclusion sociale est légitime ; sinon, comment éventuellement la légitimer et la codifier institutionnellement ? » (p. 93). Séquelle zélée des PAS et de leur brutalité, il a une obsession : l'usage de la violence à des fins productives, dans un cadre de contrainte privatisée, suite à l'éclipse de l'État. Mbembe s'interroge sur la conduite des guerriers post-coloniaux, peu

intéressés, semble-t-il, « à se transformer en une classe de « maîtres corporels », et dont la visée serait d'utiliser le « patrimoine humain » des assujettis « dans le cadre d'une exploitation de la force de travail ou de le convertir à l'état de dépendant » (p. 121). Mbembe éprouve une certaine jouissance à taper sur les afro-radicaux. Bien. Mais dans son néolibéral-radicalisme, lui, l'ami de l'humanité sans frontières et de la tolérance, se révèle un cœur d'airain, insensible à la souffrance des autres et aux injustices dont ils sont victimes. Un exemple : Mbembe se demande quand est-ce que les pouvoirs privés entrain de s'installer « parviendront à utiliser la contrainte pour constituer des patrimoines, s'arroger des droits de l'autorité et les compétences juridictionnelles publiques, se doter d'immunités suffisamment épaisses pour permettre la cristallisation, sur la longue durée, de dispositifs de servitudes productives, et donc, capables d'être à l'origine d'un modèle de capitalisme inédit » (p. 122). Non, le capitalisme dont rêve Mbembe n'est pas inédit : il correspond à la définition même du capitalisme réellement existant. C'est lui qui fut mis en œuvre à l'époque de la traite et de la colonisation ; c'est également lui qui, quotidiennement, est mis en œuvre par l'ajustement structurel. Toujours est-il que Mbembe demeure optimiste. Car, selon lui, rien n'interdit de penser que « sur le temps long, prospérité et démocratie ne peuvent pas naître du crime » (p. 137).

Quelle est la mamelle qui, généreusement, nourrit un esprit aussi tordu ? Le zèle dont il fait montre n'est pas sans rappeler celui de Capitein, auteur d'un curieux traité, la Dissertation politico-théologique sur la servitude comme compatible avec la liberté chrétienne (1742). Dans cette dissertation, Capitein établit la légitimité de l'esclavage. Pour lui, l'abolition de celui-ci produit des effets négatifs parmi les affranchis, puisqu'elle n'aboutit qu'à la corruption morale. Si l'esclavage avait été conservé, écrit-il, on ne verrait pas tant de crimes commis. Capitein inaugure ainsi une nouvelle attitude spirituelle, psychologique et idéologique que l'on retrouvera non seulement dans le senghorisme (cf. M. Towa 1971), mais aussi chez nombre d'élites africaines qui, face aux nombreux défis du développement, en viennent à lancer des appels désespérés en faveur de l'Empire, symbole d'un « ordre appliqué par la force » (Ghassan Salamé 1996:141). La littérature, le cinéma et l'essai post-coloniaux sont pleins de représentations nostalgiques de l'ordre colonial préférable, selon eux, à la misère actuelle. Hostile aux luttes nationales de libération, L. S. Senghor considérait déjà le nationalisme comme un « vieux fusil de chasse » ou encore, une simple occasion de désordre et d'anarchie. Parler d'indépendance pour lui, c'était raisonner la tête en bas et les pieds en l'air ; ce n'était pas raisonner du tout ; c'était poser un faux problème. Commentant les écrits de Capitein, l'abbé Grégoire (1991:234) a eu ce

mot, frappé au coin du bon sens : « Cette dissertation de Capitein, riche en érudition (est) pauvre en raisonnement. [...] Tout ce qu'on peut induire de plus sensé des paralogismes de ce nègre, à qui ses compatriotes ne voteront pas des remerciements, c'est que les peuples et les individus injustement asservis doivent se résigner à leur malheureux sort, quand ils peuvent rompre leurs fers ». Ce trait au sot mérite également qu'on l'adresse au poète de la Négritude et à Achille Mbembe.

### **L'ajustement ou l'art de liquéfier les communautés**

Moléculariser et liquéfier, telle est la finalité de l'ajustement. C'est ainsi que le néolibéralisme dérange l'ordre interne des sociétés. Dans la périphérie, l'ajustement organise son ordre libéral en implantant d'abord dans l'esprit des gens deux valeurs essentielles : l'individualisme et l'égoïsme. Il y parvient en organisant la rareté par la baisse drastique des revenus, le chômage massif, le renchérissement du coût de la vie, la dévaluation de la monnaie, le recouvrement des coûts dans les hôpitaux, les écoles et les universités. L'ethos de la « solidarité africaine » contredit formellement l'esprit libéral. Cette ethos fait l'objet des attaques répétées de la part des institutions du néolibéralisme qui l'assimilent au parasitisme. Pourtant, ce « parasitisme » là a joué un rôle économique et social progressiste. Il a assuré l'auto-promotion collective des peuples où la rareté imposait que le groupe tout entier s'associe dans la production des biens, la scolarisation des enfants, les soins aux malades, l'entretien des personnes âgées. C'est une assurance sociale. Ensuite, il a protégé l'individu contre les assauts ravageurs du néolibéralisme. Il fallait détruire ce filet de protection. Les individus ainsi coupés de la protection communautaire sont laissés à la merci des forces aveugles du marché qui les capturent, les obligeant ainsi à vendre leur force de travail. La fraction de la population laissée en déshérence sombre fatalement dans la drogue, la délinquance et la prostitution, y compris les adolescents et les bureaucrates ambitieux, soumis aux chantages odieux des prédateurs homosexuels. Mais dans l'ensemble, la société atomisée par l'ajustement sombre dans la discorde. Les épidémies de sorcellerie en Afrique sont le symptôme de la discorde sociale, née d'une compétition économique basique entre les membres d'un lumpenprolétariat que la pauvreté oppose.

C'est la valeur d'usage en tant que culture, tradition, symbole qui donne sens et vigueur aux nations et aux États qui leur servent de cadre institutionnel. La culture nationale est attaquée en tant que dernier refuge des forces anti-libérales et anti-privatisation (cf. E. S. Savas 2002:337 ; R. Reich 1993:13). Il s'agit de réduire autant que possible la sphère de la valeur d'usage et d'étendre à l'infini

celle de la valeur d'échange. On l'obtient en glaçant les structures communautaires, en ôtant aux institutions, aux cultures, aux traditions leur consistance et leur vigueur. La rigidité des structures que visent les agences du libéralisme renvoie en fait à la capacité de résistance des États, des nations, des cultures, des traditions, des religions, face à l'universalisation de la marchandise. Il faut donc interpréter correctement la problématique nationaliste, puisqu'il ne peut bien s'agir, comme l'a souligné É. Balibar (2002:148), que de l'ultime « rempart contre la destruction du lien social et de la personnalité, la décadence des institutions nationales et de la forme-nation elle-même qu'entraîneraient le libéralisme sauvage, la mondialisation purement économique et marchande ». L'entreprise de liquéfaction n'épargne aucun secteur. Mais, prioritairement, elle s'attaque à l'État et à ses institutions idéologico-culturelles privilégiées que sont le lien social, la langue nationale, l'éducation nationale, l'économie nationale, l'industrie nationale. Détruire l'État-nation et ses institutions, c'est pousser les membres de la communauté nationale à s'exiler et à chercher au loin la protection, la sécurité, les jouissances privées et le bien-être personnel qu'ils ne trouvent pas ou trouvent insuffisamment chez eux. Ceux qui restent apprendront à se comporter en avarés. C'est ici qu'intervient la théorie de la gouvernementalité qui surgit dans un contexte où le pouvoir de l'État s'est rétréci et où l'avarice apparaît comme la conduite normale de l'individu. Centré sur ce que M. Foucault (1964 ; 2001) appelait le souci de soi ou encore la culture du soi, l'individu est désormais appelé à errer entre deux instances contradictoires : le local et le global, autrement dit, la minuscule cellule consumériste (idéalisée sous la catégorie de la société civile) et le marché global, à l'exclusion des instances régulatrices que sont la nation et l'État.

Historiquement, l'État-nation est une création bourgeoise. Mais il n'est pas seulement un instrument d'oppression aux mains de la bourgeoisie, comme le pensait, à tort, le marxisme orthodoxe. Il est également le lieu des luttes sociales et politiques décisives. C'est à ce titre qu'il joue un rôle primordial dans l'idéal de rassemblement des hommes, grâce en particulier au pacte social. Le pacte social est une composante essentielle de l'État social national (Balibar). Ce pacte est en effet lié au conflit social, car, sans luttes des classes, aucun pacte social n'eût été possible. La lutte des classes au sein de la nation a joué le rôle décisif de ciment de la société et de la nation, dans la mesure où elle entraîna la mise en œuvre de politiques sociales avancées. C'est dire que tout en tenant le discours de la scission, la lutte des classes intègre plus efficacement les hommes qu'aucun autre régime antérieur, plus efficacement même, que le cosmopolitisme de la mondialisation. C'est précisément parce que la mondialisation travaille à la dispersion de l'humanité qu'elle s'emploie, par les mesures d'ajustement, à dé-

## Afrique : Réaffirmation de notre engagement

manteler l'État, à ruiner la lutte des classes, à affranchir donc l'individu de ces instances régulatrices, pour le livrer aux forces brutes du marché. Foucault était fasciné par les grandes structures d'ensemble, à l'image des empires hellénistiques. Comme l'immense empire que constitue la mondialisation, ils offriraient à l'individu un bien meilleur cadre d'épanouissement de soi. En particulier, ils permettraient d'affranchir l'individu du cadre étroit et oppressif de l'État-nation.

Deux remarques s'imposent ici :

1. Étant de l'ajustement structurel et faisant partie des conditionnalités du FMI et de la BM, la gouvernementalité signifie que l'État-nation doit relâcher la pression qu'il exerce sur les individus. Mais que deviennent les sujets ainsi libérés ? Après avoir « libéré » les individus de l'État-nation « oppresseur », la gouvernementalité les livre sans défenses aux réseaux mondiaux qui, à leur tour, les mettent au service du marché, dont la préoccupation essentielle n'est pas les droits de l'homme. Mais, « libérer » les individus, c'est aussi les retourner contre la patrie, l'État national, la culture nationale, les traditions nationales au nom des « revendications démocratiques ». Tel est le lieu d'émergence des idéologies post-nationalistes, post-patriotiques, post-résistances. Ces idéologies finissent par convaincre les apatrides que, trahir la cause nationale est noble, que bénéficier des fonds des services secrets étrangers pour déstabiliser leurs propres pays, est héroïque. Le cas des guignols de Bagdad, où l'on compte d'authentiques délinquants, est purement caricatural. La prolifération des ONG entre dans la même stratégie. Elles constituent un atout de poids dans la stratégie de mise en œuvre de l'ajustement des peuples à l'économie de marché.
2. La théorie du pouvoir diffus et de la subsidiarité constitue l'un des aspects essentiels de la gouvernementalité. Comme l'écrit Foucault, la gouvernementalité renvoie à « un champ stratégique de relations de pouvoir dans ce que celles-ci ont de réversible, de mobile et de transformable. La gouvernementalité apparaît comme un espace de pouvoir fluide, avec une faible tendance à la hiérarchisation et où les foyers de pouvoir sont infiniment nombreux ». Le principe de subsidiarité – dont la charge libérale et antiétatique est évidente (cf. C.E. Maldonado 1997:70), repose sur la nécessité de déléguer les pouvoirs, et de laisser les instances locales et régionales prendre les décisions qui leur conviennent. L'autre principe cardinal ici est la relativisation du pouvoir et la réversibilité des fonctions. Ceci veut dire que les acteurs politiques ou administratifs doivent cesser de s'identifier à leur statut. L'activité politique et administrative relevant d'un acte de volonté personnel et le pouvoir s'exerçant au sein d'un réseau, l'individu apprendra

rapidement à être tantôt gouvernant tantôt gouverné. On évitera la « césariation » en empêchant la cristallisation des rôles et des fonctions. Ce point particulier appelle un commentaire. Les adeptes du néolibéralisme n'arrêtent pas de taper sur l'État et sa bureaucratie. Ils n'y voient que des tares. Or, comme l'a montré Samir Amin (2003:88), l'absence de bureaucratie dans un pays comme les USA constitue « le moyen par lequel le pouvoir politique conservateur confie la mise en œuvre de ses programmes à des clientèles passagères irresponsables, recrutées largement directement dans les milieux d'affaires (et donc à la fois juges et parties) ».

La décristallisation des fonctions revêt un autre enjeu. Elle implique la contractualisation des rôles, la flexibilité et la mobilité de la main-d'œuvre. Parlant de l'hétéromorphie des jeux de langage, J.- F. Lyotard (1979:107) postule l'idée d'un « consensus local liant des partenaires actuels ». Le consensus local suppose un contrat sujet à résiliation et donc à durée strictement déterminée. Aux dires de Lyotard, les contrats de ce type correspondraient à l'évolution des interactions sociales actuelles où le contrat temporaire tend à remplacer le contrat permanent en matière professionnelle, certes, mais également politique, familiale, sexuelle, affective, culturelle et internationale. Au regard des normes de l'économie libérale, un tel contrat présente de nombreux avantages : il est souple, mais il permet également de faire des profits.

### **La rente impérialiste**

Qu'est-ce qui justifie l'ajustement structurel dès lors qu'il n'est efficace ni d'un point de vue économique ni d'un point de vue social ? Répondre adéquatement à cette question exige que soit d'abord clarifié le lien entre la dette et l'ajustement structurel. Nous savons comment, depuis Rome, la dette est entrée dans la stratégie impérialiste. Comme de nos jours, l'histoire de l'impérialisme romain se confond avec l'histoire du triomphe d'un clan : celui des banquiers, des politiciens et des soldats véreux. Le capitalisme romain se nourrit de la guerre, du butin, mais aussi de la dette et de l'usure. Pour assurer sa domination sur les vaincus, Rome les endette lourdement. Elle oblige ensuite les débiteurs à payer la dette en les poussant à souscrire un emprunt obligatoire dans les banques romaines. Les vaincus entrent ainsi dans le cercle vicieux de la dette et de la dépendance. Les pratiques politiques propres au FMI et à la BM, n'étaient pas inconnues de Rome. Résumons-les : endetter le pays dominé à un taux usuraire, soumettre le débiteur à des annuités sévères, puis prendre le contrôle direct de ses finances en détachant auprès de lui un ministre du budget du type de Rabinus Postumus, nommé à l'époque de César, de Pompée et de Crassus. La théorie du

développement inégal a raison de définir le capitalisme monopoliste comme un régime parasitaire. C'est en s'appuyant sur cette théorie que, suite à Schulze-Gævernitz et à A. Landsburg, Lénine identifie, sur la scène mondiale, l'existence de deux types de nations : d'un côté des États prédateurs, rentiers et usuriers et de l'autre, des États débiteurs et vampirisés. En étudiant l'impérialisme britannique, Schulze-Gævernitz notait, pour les économies occidentales, l'importance prise par les revenus issus des intérêts, des dividendes, des émissions, des commissions et des spéculations. Ceci veut dire que contrairement à une légende répandue, les États impérialistes ne s'enrichissent pas seulement par le commerce, puisque la part de la rente, de la dette et de l'usure est déterminante. Il faut donc voir dans la rente coloniale « la base économique de l'essor impérialiste ». La vérité est que « le créancier est plus solidement lié au débiteur que le vendeur à l'acheteur » (cf. Lénine 1967:131). Le commerce étant fait d'aléas, il s'agit pour les pays impérialistes de mettre directement la main sur les ressources des pays débiteurs, en contrôlant toutes les rentrées et les sorties des fonds. L'ajustement structurel est un système de pillage organisé. Plusieurs décennies d'ajustement sévères auraient dû définitivement convaincre que la faillite est inscrite dans les PAS.

### **Le triomphe des instincts antilibéraux**

La théorie de l'ordre social spontané est une fable. Dans les faits, le marché est avant tout une affaire de violence, de rapports de forces. Il est à l'image de la Guerre de l'opium. Sous la menace des canons, la Chine doit abaisser à 5 p. 100 les droits de douane, ouvrir ses ports (Canton ; Chang-Hai), céder Hong-Kong, cet îlot qui, jusqu'à notre époque, est resté le temple du capitalisme occidental en Asie, etc. L'ajustement structurel ne s'écarte pas de cette voie. Le mythe du marché libre est le fait des économistes incapables de confronter les dogmes aux faits. Idéologue des grands intérêts, Nietzsche lui, savait que dans tout régime de compétition généralisée, l'élimination des concurrents est inscrite dans l'ordre des choses. Formulé philosophiquement, cela veut dire que « la valeur d'une chose réside parfois non dans ce que l'on gagne en l'obtenant, mais dans ce que l'on paie pour l'acquérir, autrement dit, dans ce qu'elle coûte ». Ainsi, les institutions libérales « cessent d'être libérales aussitôt qu'elles sont acquises » Nietzsche (1985:156). Car, il n'y a « dans la suite, rien de plus foncièrement nuisible à la liberté que les institutions libérales ». Chacun sait à quoi elles conduisent : « Elles minent sourdement la volonté de puissance, elles sont le nivellement de la montagne et de la vallée érigée en morale, elles rendent petit, lâche et avide de plaisirs – le triomphe des bêtes de troupeau les accompagne chaque fois ».

Continuons. Les mêmes institutions, tant qu'il faut se battre pour elles, ont de toutes autres conséquences : elles favorisent, d'une façon puissante, le développement de la liberté. Mais, c'est la guerre elle-même qui produit ces effets. Il s'agit bien de « la guerre pour les instincts libéraux, qui, en tant que guerre, laisse subsister les instincts antilibéraux ». Selon Nietzsche, « la guerre élève à la liberté » ; la liberté signifiant « que les instincts virils, les instincts joyeux de guerre et de victoire pré-dominent sur tous les autres instincts », y compris les instincts libéraux.

Notons l'essence autoritaire du capitalisme. F. Braudel (1985:95) a su distinguer l'économie de marché du capitalisme. Ce dernier « s'appuie toujours, obstinément, sur des monopoles de droit ou de fait », tournant ainsi allègrement le marché (p.115). Historiquement, le capitalisme s'est construit contre la concurrence. Alliés de l'État, les capitalistes du passé comme ceux de l'époque présente savent fausser le jeu en leur faveur, notamment par : le maniement du crédit, le jeu cupide des bonnes monnaies contre les mauvaises (le capital et les grosses transactions attirent les monnaies d'argent et d'or ; les monnaies de cuivre sont orientées vers le travail les petits salaires, etc.). Même le plus médiocre des capitalistes sait que « dès qu'il y a de la concurrence, il n'y a plus d'eau à boire ». Braudel situe l'économie de marché - et donc la concurrence - à l'étage moyen de l'économie. La zone des hauts profits, qui est la région de l'économie capitaliste proprement dite, ignore jusqu'à l'idée même de concurrence (pp. 116-117). L'ajustement structurel accomplit les desseins les plus profonds de ce capitalisme-là : éliminer la concurrence, tuer le marché, capturer ce qui reste de ressources dans un contexte où les investissements ne sont plus rentables. La dette usuraire a une fonction : faire des profits sans investir ou en désinvestissant. C'est ainsi que l'ajustement structurel a réinventé la prédation comme mode d'accumulation du capital. Le discours superficiel sur le déclin de l'État ne tient pas compte du fait que le capitalisme et le marché ont un besoin vital de l'appareil d'État pour prospérer. La politique d'ajustement structurel est en réalité la politique des États capitalistes eux-mêmes. Que ces États cherchent à affaiblir la périphérie, c'est une évidence ; que par la dette et l'ajustement, ils fassent payer aux différents nationalismes le prix de leur indocilité, c'est incontestable. Au nom du capital, l'État bourgeois moderne se comporte en voyou dans le monde en démantelant les appareils productifs, en affaiblissant ou en détruisant les entités politiques cohérentes du Tiers monde, etc. Le néolibéralisme actuel n'est pas une force de construction, mais de destruction ; il n'intervient pas pour donner de la cohérence aux êtres, aux choses et aux nations, mais pour démolir, disperser. L'ajustement structurel détruit les appareils productifs nationaux afin

## Afrique : Réaffirmation de notre engagement

d'empêcher l'émergence de nouveaux pôles de développement dans le monde ; il détruit le système éducatif, sape le moral des instituteurs, des professeurs et des chercheurs pour empêcher l'émergence de nouveaux pôles de la science et de la culture ; il détruit les systèmes d'agriculture – interdiction faite à la périphérie de subventionner l'agriculture, introduction des variétés génétiquement modifiées et programmées pour dégénérer au terme d'une seule génération, etc.) – afin de consacrer le monopole agricole du Nord ; il détruit le lien social, empêchant ainsi l'émergence d'entités sociales et politiques viables. Avec l'ajustement structurel, les gouvernements africains ont perdu l'initiative historique. Il est temps que les acteurs politiques du continent se penchent sérieusement sur la question de la résistance et de l'émancipation nationales. L'ajustement structurel a vidé de leur contenu les acquis de l'indépendance nationale ; il a émasculé la politique des États en la réduisant à l'application des recettes édictées de l'étranger, à l'instar de celles contenues dans un curieux document, publié en 1996 par l'OCDE intitulé « La faisabilité politique de l'ajustement », le texte de C. Morisson est un catéchisme du parfait ajusteur. L'OCDE propose aux gouvernements du tiers monde des méthodes et des stratégies efficaces pour réussir un plan d'ajustement structurel, notamment en surmontant les résistances sociales, politiques et culturelles. Il ne laisse rien au hasard. Les décisions politiques majeures prises par les États africains au cours des deux dernières décennies découlent directement des recommandations de cette nature. Quelques exemples suffisent :

- L'application d'un programme discriminatoire: il s'agit de mettre en œuvre l'ajustement en se ménageant le soutien d'une partie de l'opinion. On fera donc supporter l'ajustement à certains groupes qu'à d'autres (p. 17) ; « Il est souhaitable, par exemple, de limiter les réductions de salaires aux fonctionnaires civils et d'accorder une aide bien adaptée à des familles pauvres. Cette stratégie permet de gagner des soutiens, sans en perdre (p. 25) » ;
- La compensation de la baisse de popularité de l'ajustement par une politique intelligente de répression. L'une des premières mesures prises par les bailleurs de fonds fut de moderniser l'équipement répressif des États ;
- « Toute politique qui affaiblira les corporations est souhaitable (p. 23) » ;
- Susciter une coalition d'intérêts qui fasse contrepoids à l'opposition (p. 25) ;
- « Pour éviter les troubles, il est souhaitable que le gouvernement fasse un effort exceptionnel d'information en expliquant la raison des hausses, en publiant la liste de prix recommandés, en effectuant de nombreux contrôles

de prix, suivis éventuellement de poursuites contre les commerçants qui ont augmenté leurs prix plus que les autres (p. 28) » ;

- À défaut de les réduire ou de les supprimer, bloquer le montant nominal des bourses aux lycéens et aux étudiants en dépit de l'inflation (p. 29) ;
- Réduire les investissements publics et diminuer les dépenses de fonctionnement, les risques politiques ici étant nuls. « Si l'on réduit les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles et aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population » (p. 30).
- Adapter la constitution à l'ajustement. Engager des réformes dans le sens de la longueur des mandats, du mode de scrutin, du référendum, du droit de grève, etc. Il s'agit d'allonger les mandats du parlement et de l'exécutif, de regrouper les élections, « afin de ne pas transformer une série de scrutins en une suite de référendums sur l'ajustement », de s'aménager le soutien d'un ou de deux grands partis majoritaires : ceci conduit à préférer le scrutin proportionnel pour toute élection parlementaire ; prendre les mesures appropriées pour disloquer les coalitions d'opposition hostiles (p. 34) ».
- Enfin, brandir la menace du FMI en cas de chantage de l'opposition : « Répondre aux opposants que l'accord réalisé avec le FMI s'impose (au gouvernement), qu'il le veuille ou non (p. 22) ».

## Conclusion

Après la lecture de ces instructions, la seule question qui vaille est la suivante : en Afrique, qui gouverne ? Par exemple, la vague récente des révisions constitutionnelles consacrant le septennat et le scrutin uninominal à un tour, n'a plus de mystère. Nous savons désormais que ces réformes constitutionnelles font partie des conditionnalités des bailleurs de fonds, en dépit de leur discours pro-démocratie. Mais la question décisive reste celle que pose A. D. Traoré dans L'Étau. Au nom de quoi doit-on élire des responsables qui ne rendront compte qu'à ceux qui ne les ont pas élus, c'est-à-dire au FMI, à la BM, à l'OMC et à l'OCDE ? Du

reste, ces institutions du capitalisme, sont connues pour être opaques dans leur gestion et fermées au débat contradictoire, démocratique. Jusqu'à quand les chefs d'État africains et du tiers monde accepteront-ils de collaborer au démantèlement de leurs propres États et de leurs propres peuples? Car, l'ajustement est une impasse absolue, c'est une voie sans issue. Les nations qui ont eu le courage de s'affranchir connaissent la prospérité et la sécurité ; les régimes qui, comme celui issu du Parti des Travailleurs au Brésil se soumettent aux injonctions des institutions du capitalisme, doivent s'attendre à des pires difficultés. Par contre, ceux qui, comme celui de M. Chavez, choisissent la voie de la résistance, de l'indépendance et de la démocratie sont promis au développement. Élever le niveau de vie des couches les plus pauvres de la population, ce n'est pas faire du populisme ainsi que le répètent à satiété les médias bourgeois ; c'est même cela promouvoir le développement. Car, le développement n'a pas une signification différente de celle-ci : mettre les richesses nationales au service du bien commun, développer les systèmes de santé, d'éducation, d'agriculture, d'adduction d'eau, de production de l'énergie, bref, améliorer les capacités productives de la nation, relever la partie de la nation qui, pour des raisons sociales ou historiques, peine à marcher sur ses deux jambes. Or, l'ajustement interdit de telles perspectives. Voilà un système qui impose des sacrifices, sans jamais nous dire comment on s'en sortira. La privatisation qui a été présentée comme la panacée est, pour de larges couches de la population, synonyme d'augmentation des prix, de dégradation de la qualité du service. Simple question de bon sens : pourquoi privatiser le patrimoine national d'un pays simplement pour enrichir une poignée de prédateurs venus d'ailleurs ? C'est injuste ! C'est immoral ! C'est irrationnel ! Des pratiques de cette nature répondent à une seule définition : l'extorsion, le vol. Le rail, l'électricité, l'eau, les travaux publics, le transport, les écoles, les hôpitaux, etc., ne se sont jamais aussi mal portés en Afrique que depuis la privatisation. Samir Amin (1995:59) a su détruire le mythe de l'efficacité des services sociaux privatisés : « La privatisation des services sociaux est coûteuse et inefficace ». Aux USA par exemple, les services de santé coûtent deux fois plus cher qu'en Europe pour une qualité bien médiocre. Ce qui n'empêche pas les compagnies d'assurance de faire de gros bénéfices. En Afrique, le recouvrement des coûts n'épargne personne : ni le petit écolier aux pieds nus, ni le malade grabataire, ni le mort, contraint d'acquitter non seulement les frais des médicaments et les honoraires du médecin et de l'infirmier qui l'ont laissé clamsé, mais aussi les frais de la morgue, du corbillard, de l'enterrement et de la collation. Il faut définitivement mettre fin au mythe de l'inefficacité et de la corruption des bureaucraties publiques. C'est banal de dire que « la privatisation substitue aux bureaucraties publiques, qui pourraient être soumises à un contrôle démocratique

que, des bureaucraties privées irresponsables et opaques » (S. Amin 1995:59). Rendant justice à l'État, le même auteur souligne: « Dans la plupart des pays du tiers monde le secteur public non seulement a rempli des fonctions de pionnier pour lesquelles le privé local ou étranger reste déficient, mais il a quelque fois en substituant aux monopoles privés des monopoles publics, contribué à financer l'accumulation et/ou à corriger la répartition des revenus, etc. » (p. 59). Écrit il y a dix ans, ce texte demeure d'une grande actualité. C'est Katrina qui nous l'impose. Face au chaos, à l'incompétence, au service public anémié, A. Wolfe (2005:37) a eu la sagacité d'écrire : « Il faut cesser de taper sur l'État, car, dans une société moderne, l'État, c'est la civilisation ». Dans l'antiquité, Cicéron avait déjà averti : « Un État doit être constitué, en effet, de telle sorte qu'il dure toujours. Il n'y a donc pas pour lui, comme pour l'homme, de fin naturelle ... Quand un État au contraire vient à disparaître, qu'il est détruit, anéanti, c'est, à une échelle réduite, comme si le monde entier périssait et s'abîmait » (De la République, XXIII). Dans cet abîme, l'État entraîne avec lui d'immenses masses d'hommes, mais aussi, la chose la plus belle qui soit sortie de la terre : la civilisation. C'est dire que les nouvelles politiques sociales doivent être pensées au-delà de l'ajustement et contre l'ajustement, au-delà et contre toute politique portant atteinte à la santé, à la fécondité, à l'éducation, à la culture, à l'agriculture, à l'eau, à l'environnement, à la dignité de la personne humaine, au lien social, à la démocratie, au droit des nations à disposer d'elles-mêmes. L'ajustement est une guerre que l'Occident livre contre les nations. Aucune nation au monde ne s'est développée avec les méthodes du FMI et de la BM. Même le Japon a été obligé de mettre en garde contre la trop grande confiance que Bretton-Woods « accorde aux mécanismes du marché, son rejet de l'intervention de l'État, la libéralisation excessive du commerce et, enfin, la manière aveugle dont elle envisage les privatisations » (cf. A. D. Traoré 1999:50). C'est tout dire. Mais le plus grave serait que le NEPAD ne réussisse pas à poser clairement le problème de la déconnexion de l'Afrique du marché mondial, pour tenter une expérience qu'en son époque, F. List proposait pour l'Allemagne : l'éducation industrielle de la nation, qui passait par le protectionnisme, jusqu'à ce que l'économie nationale se soit assez développée pour n'avoir plus à craindre la concurrence étrangère.

## Notes

1. Prompt à dénoncer le désordre dans lequel vivraient les sociétés africaines, A. Mbembe trouvera ici une tâche à la mesure de ses ambitions.
2. Au Cameroun, l'apparition de la Vierge, dans la banlieue de Yaoundé, est contemporaine des premières mesures d'ajustement en 1987. L'évènement entraîna d'immenses foules hystériques, en dépit des appels à la raison, lancés par le haut clergé catholique.

## Références

- Amin, Samir, 1993, *Mondialisation et accumulation*, FTM/L'Harmattan, Paris.
- Amin, Samir, 1995, *La Gestion capitaliste de la crise. Le cinquantième anniversaire des institutions de Bretton-Woods*, FTM/L'Harmattan.
- Amin, Samir, 2003, « Le virus libéral. La guerre permanente et l'américanisation du monde », *Le temps de cerises*.
- Balibar, Étienne, 2002, *Droit de cité*, Paris, PUF/Quadrige.
- Braudel, Fernand, 1985, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Les Éditions Arthaud.
- Carroll, James, 2005, « La vérité sort de l'oeil du cyclone », in *Courrier international*, n° 775, 8-14 septembre, p. 36.
- Cicéron, *De la République (suivi Des Lois)*, Flammarion.
- Dionne (sous la direction de), *La Vie associative, ça marche! Le renouveau de la société civile aux Etats-Unis*.
- Foucault, Michel, 2001, *L'herméneutique du sujet*, Paris, Seuil/Gallimard.
- Foucault, Michel, 1964, *Histoire de la sexualité. III. Le souci de soi*, Paris, Gallimard.
- Gilder, Georges, 1981, *Richesse et pauvreté*, Paris, Albin Michel.
- Grégoire, L'Abbé, 1991, *De la littérature des nègres ou recherches sur leurs facultés intellectuelles, leurs qualités morales et leur littérature*, Paris, Perrin.
- Grondin, Gilles, « Qui a gagné au Caire ? », Rapport concernant la conférence sur la population et le développement (du 5 au 13 septembre 1994), Montréal, Campagne Québec-Vie.
- Hayek, Friedrich August, 1953, *Scientisme et sciences sociales. Essai sur le mauvais usage de la raison*, Paris, Librairie Plon.
- Hayek, Friedrich August, 1985, *La route de la servitude*, Paris, Quadrige/PUF.
- Hayek, Friedrich August, 1989, *Droit, législation et liberté, III. L'ordre politique d'un peuple libre*, Paris, PUF.

- Huntington, Samuel, 1997, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob.
- James, William, 1968, *Le pragmatisme*, Paris, Flammarion.
- Lénine, 1967, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Moscou, Éditions du Progrès.
- Lyotard, Jean-François, 1979, *La Condition postmoderne. Rapport sur le savoir*, Paris, Éditions de Minuit.
- Maldonado, C.E., 1997, « Human Rights Solidarity and Subsidiarity. Essays Toward a Social Ontology », Washington D.C., *Cultural Heritage and Contemporary Change*, Series V, Latin America, Volume V, The Council for Research in Values and Philosophy.
- Mbembé, Achille, 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
- McLean, George F., 1994, « Tradition, Harmony and Transcendence », *Cultural Heritage and Contemporary Life*, Series III, Asia, Vol. 4, Washington, The Council for Research in Values and Philosophy.
- McLean, George F., 1997, (Edited by), *Civil Society and Social Reconstruction, Cultural Heritage and Contemporary Change*, Series I, Vol. 16, Washington D.C., The Council for Research in Values and Philosophy.
- Morisson, Christian, 1996, « La faisabilité politique de l'ajustement », Centre de développement de l'OCDE, *Cahier de politique économique*, n° 12.
- Nietzsche, Fr., 1985, *Le crépuscule des idoles*, traduit par Henri Albert, Paris, Garnier-Flammarion.
- Reich, Robert, 1993, « L'économie mondialisée », Paris, *Nouveaux Horizons*.
- Rousseau, 1992, *Du contrat social*, Paris, Flammarion.
- Salamé, Ghassam, 1996, « La recomposition du monde. Les rapports nord-sud après la Guerre froide » (Entretien avec), *Esprit*, n° 226.
- Sauvy, Alfred, *La population*, Paris, Puf.
- Savas, E. S., 2000, « Privatisation et partenariats public-privé », *Nouveau Horizons*.
- Toussaint, Eric, 1998, *La Bourse ou la vie. La finance contre les peuples*, CADTM/Luc Pire.
- Towa, Marcien, 1971, *Léopold Sédar Senghor : Négritude ou servitude ?* Yaoundé, CLÉ.
- Traoré, Aminata Dramane, 1999, *L'État, L'Afrique dans un monde sans frontières*, Paris, Actes Sud.
- Warnier, Jean-Pierre, 1999, *La mondialisation de la culture*, Paris, La Découverte.
- Wolf, Alan, 2005, « L'État, c'est la civilisation », in *Courrier international*, n° 775, 8-14 septembre.

